

Les députés appellent à des sanctions contre le Président biélorusse et les responsables de l'empoisonnement de M. Navalny

- Le Parlement européen ne reconnaîtra pas Alexandre Loukachenko en tant que Président de la Biélorussie à l'expiration de son mandat actuel le 5 novembre
- Le Parlement condamne les autorités biélorusses pour leur répression violente des manifestations pacifiques
- Les députés appellent au lancement immédiat d'une enquête internationale sur l'affaire Navalny

Les députés demandent de nouvelles élections présidentielles en Biélorussie et des sanctions contre le Président Loukachenko et les responsables de l'empoisonnement d'Alexei Navalny.

Situation en Biélorussie Dans une résolution adoptée jeudi par 574 voix pour, 37 contre et 82 abstentions, le Parlement européen rejette les résultats officiels des prétendues "élections présidentielles" qui se sont tenues en Biélorussie le 9 août, étant donné que celles-ci se sont déroulées "en violation flagrante de toutes les normes internationalement reconnues". Une fois que le mandat du dirigeant autoritaire sortant, Alexandre Loukachenko, expirera le 5 novembre, le Parlement ne le reconnaîtra plus comme Président du pays.

Entretiens, les députés saluent la création récente du Conseil de coordination en tant que "représentant provisoire du peuple demandant un changement démocratique en Biélorussie", qui est ouvert à tous les acteurs politiques et sociaux. Par ailleurs, ils réitèrent les nombreux appels à la tenue de nouvelles élections libres et équitables le plus rapidement possible et sous supervision internationale.

Sanctions européennes contre un régime violent et ses dirigeants Les députés plaident pour des sanctions européennes contre un large groupe de personnes responsables de la falsification des résultats électoraux et la violente répression en Biélorussie, notamment le Président Loukachenko. Ils appellent les États membres de l'UE au sein du Conseil à mettre en œuvre des mesures restrictives sans tarder, en étroite coordination avec les partenaires internationaux.

Par ailleurs, les députés condamnent fermement les arrestations massives et la violente répression actuelle des manifestants pacifiques, des leaders de la grève et des journalistes dans le pays, au vu des nombreux rapports faisant état de mauvais traitements, de viols et de torture dans les centres de détention et les prisons en Biélorussie.

Contribution importante des femmes biélorusses Pour conclure, la résolution souligne la contribution significative d'importantes femmes membres de l'opposition, menées par Svetlana Tikhanovskaya, Veranika Tsapkala et Maria Kalesnikova, pendant les manifestations. Le texte demande la libération immédiate des membres du Conseil de coordination qui ont été arrêtés ainsi que de toutes les personnes détenues de façon arbitraire pour des raisons politiques.

Le texte fait remarquer que de nombreux Biélorusses considèrent Mme Tikhanovskaya comme la gagnante des élections présidentielles et la véritable Présidente-élue de la Biélorussie.

Situation en Russie et empoisonnement d'Alexei Navalny Dans une résolution distincte, également adoptée jeudi par 532 voix pour, 84 contre et 72 abstentions, le Parlement condamne fermement la tentative d'assassinat de l'opposant politique russe et militant anticorruption Alexei Navalny à l'aide d'un agent neurotoxique. Le texte souligne que le poison utilisé, qui appartient au groupe "Novichok", ne peut avoir été développé que dans des laboratoires appartenant à l'État et n'a pas pu être acquis par des particuliers, ce qui implique fortement que les autorités russes sont derrière l'attaque. Si une autre personne était responsable, il s'agirait malgré tout d'une violation des engagements juridiques internationaux de la Russie, selon le texte.

Les députés soulignent que la tentative d'assassinat d'Alexei Navalny fait partie d'efforts systémiques visant à réduire au silence les voix dissidentes en Russie, en particulier en vue d'influencer les élections partielles locales et régionales des 11-13 septembre. Son cas ne représente qu'un seul élément d'une politique russe plus large qui se focalise sur des politiques internes oppressives et des actions agressives au niveau mondial, fait remarquer le texte.

Enquête internationale et sanctions européennes nécessaires La résolution demande le lancement immédiat d'une enquête internationale sur l'affaire Navalny et les violations présumées des engagements internationaux de la Russie dans le domaine des armes chimiques, tout en exhortant les autorités russes à coopérer pleinement à une telle enquête et à tenir les auteurs responsables.

Par ailleurs, le texte appelle les États membres de l'UE à prendre réellement position sur le sujet, notamment en mettant rapidement en place des mesures européennes restrictives ambitieuses à l'encontre de la Russie et en renforçant celles qui existent déjà. La résolution demande le déploiement de mécanismes de sanctions qui permettraient la collecte et le gel d'actifs européens détenus par des individus corrompus, conformément aux découvertes de la fondation anticorruption d'Alexei Navalny.

Consultez les résolutions pour de plus amples détails (17.09.2020).

En savoir plus

Enregistrement vidéo du débat en plénière avec le Chef de la politique étrangère de l'UE,
Josep Borrell (14.09.2020)

Produits multimédias

Contacts

Viktor ALMQVIST

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 31834 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72420 (STR)

📱 (+32) 470 88 29 42

✉ viktor.almqvist@europarl.europa.eu

✉ foreign-press@europarl.europa.eu

🐦 [@EP_ForeignAff](https://twitter.com/EP_ForeignAff)
